

## **20251203 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/68500/au-royaumeuni-limmigration-nette-est-en-baisse-de-pres-de-69--sur-un-an>

### Actualités



Des migrants secourus dans la Manche débarquent au port de Douvres, au Royaume-Uni, en janvier 2024. Crédit : Reuters

## **Au Royaume-Uni, l'immigration nette est en baisse de près de 69 % sur un an**

Par [La rédaction](#)

L'Office britannique des statistiques a indiqué, fin novembre, que l'immigration nette au Royaume-Uni avait chuté de près 69 % sur un an, entre juillet 2024 et juin 2025. Ces données sont la conséquence des politiques du précédent gouvernement conservateur de Rishi Sunak, portant sur les restrictions des visas étudiants et des visas de travail.

C'est une baisse significative. Jeudi 27 novembre, l'Office national des statistiques (ONS) a indiqué que le Royaume-Uni avait connu une baisse de près de 69 % de son immigration nette sur un an, entre juillet 2024 et juin 2025.

*Au total, environ 898 000 personnes sont entrées légalement sur le territoire entre juillet 2024 et juin 2025, et 693 000 l'ont quitté sur la même période, ce qui porte à 204 000 le chiffre de l'immigration nette.*

"L'immigration nette est à son plus bas niveau depuis 2021", a souligné Mary Gregory, directrice des données de population à l'ONS.

L'organisme a aussi récemment revu à la baisse son estimation pour l'année 2024 : l'immigration nette s'était élevée à 345 000, en recul de plus de moitié par rapport à 2023. Les chiffres pour l'ensemble de l'année 2025 seront, eux, publiés en mai 2026.

### **Politiques de restriction de l'immigration**

Ces données confirment la baisse de l'immigration nette depuis le pic atteint en 2023, sous l'effet essentiellement des [politiques du précédent gouvernement conservateur de Rishi Sunak](#), au pouvoir jusqu'en juillet 2024.

Il avait notamment durci les conditions d'installation au Royaume-Uni, en interdisant le regroupement familial pour les étudiants et travailleurs étrangers employés dans le secteur de la santé, et en augmentant le salaire minimum exigé dans le cadre d'un visa de travail.

Arrivé au pouvoir à l'été 2024, le gouvernement travailliste de Keir Starmer a poursuivi cette politique, en relevant le niveau de ressources exigé pour les visas étudiants ou le niveau de qualification requis pour certains métiers ouverts aux visas de travail.

La ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood s'est félicitée de cette baisse et a promis "d'aller plus loin parce que le rythme et le niveau d'immigration crée une pression immense sur nos communautés locales".

## Demandes d'asile en hausse

Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur a publié jeudi [ses propres statistiques migratoires](#) sur la période allant d'octobre 2024 à septembre 2025. Elles indiquent que 51 000 personnes sont arrivées de manière irrégulière dans le pays sur cette période, dont 46 000 sur de petits bateaux venant de France. Les demandes d'asile ont quant à elles progressé de 13 % sur un an, à 110 000.

Et 32 % des demandeurs d'asile, soit 36 273 personnes, étaient hébergés dans des hôtels, un nombre en hausse de 2 % sur un an.

Ce type d'hébergement est très critiqué, et a été à l'origine d'importantes manifestations dans certaines villes durant l'été. Le gouvernement travailliste a promis de cesser d'y avoir recours d'ici 2029, notamment en logeant les demandeurs d'asile sur des sites militaires.

*A lire aussi*

[Au Royaume-Uni, l'hébergement en hôtel des demandeurs d'asile, une solution d'urgence face à la hausse des arrivées](#)

Le gouvernement britannique a aussi annoncé ce mois-ci [un durcissement de sa politique d'asile](#), et accru les expulsions de personnes en situation irrégulière (+22% entre octobre 2024 et septembre 2025), espérant décourager les arrivées.

*A lire aussi*

[Plan de réforme de l'asile britannique : les mesures annoncées peuvent-elles fonctionner ?](#)

Des mesures qui font suite à la signature en juillet de l'accord avec la France, prévoyant des échanges de migrants sur la base du "un pour un". À ce jour, 153 personnes ont été renvoyées en France, et 134 acceptées au Royaume-Uni, avait indiqué jeudi 27 novembre le Home Office.